



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
7 mai 2021

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

CATASTROPHE SANITAIRE EN INDE : À QUI PROFITE LE CRIME ?

Avec 3 700 décès dans la seule journée de dimanche, près de 400 000 nouvelles contaminations par jour, et un bilan total officiel (volontairement sous-estimé) de plus de 205 000 morts du Covid, l'Inde bat aujourd'hui tous les records de la crise sanitaire. Et dans ce pays où la pratique majoritaire est l'incinération des défunts, on en est à organiser des bûchers collectifs en pleine rue.

En janvier dernier, le chef du gouvernement indien, le leader de l'extrême droite religieuse hindouiste Narendra Modi, déclarait que l'Inde avait contenu le coronavirus, que la crise était passée et son pays un modèle. En ce début d'année, le gouvernement indien n'était occupé qu'à envoyer sa police contre les paysans qui avaient investi la capitale New Delhi pour protester contre une loi qui les ruinait au profit des magnats de l'agro-alimentaire.

Gouvernement d'extrême droite et milliardaires

L'ampleur de la catastrophe sanitaire en Inde serait-elle seulement le résultat de l'irresponsabilité meurtrière d'un chef de gouvernement, singeant à sa façon un Donald Trump niant la gravité du virus, mais dans un pays tellement plus grand et tellement plus pauvre ? En partie seulement.

Car l'Inde n'est pas un monde à part, un pays pauvre où la maladie frapperait comme une fatalité. L'Inde n'est qu'une partie de notre monde riche, où les contrastes sociaux sont les plus exacerbés. Les fortunes des quelques milliardaires indiens, le patron de Mittal (acier), de Reliance Industrie (pétrole, téléphonie) et d'autres n'ont rien à envier aux plus riches patrons des États-Unis ou de France. Pendant qu'un ingénieur touche autour de 200 € par mois et qu'au bas de l'échelle 220 millions d'Indiens vivent avec moins de 32 roupies, soit 0,36 euro par jour.

Numéro un du vaccin et du nombre de morts

Or l'Inde est un pays moderne. Il est en ce moment même le premier producteur de vaccins du monde, qui, jusqu'à ces toutes dernières semaines, étaient essentiellement réservés à l'exportation, si rentable. Toutes les grandes compagnies du monde lorgnent sur les cohortes d'ingénieurs si peu payés que compte l'Inde, pour faire tourner leurs R&D (recherche et développement), leurs services commerciaux et leurs

productions. À l'exemple de General Electric, Hewlett-Packard, IBM, ou de Renault qui y sous-traite une partie de sa recherche, d'Air France qui y a délocalisé une bonne partie de son informatique.

Hôpitaux privés et corruption

Le budget de santé en Inde n'est que de 1,8 % du PIB du pays. Les hôpitaux publics sont officiellement gratuits mais ne représentent qu'un peu plus de 37 % de l'ensemble des hôpitaux indiens, où le nombre de lits, de places en réanimation et de ventilateurs sont insuffisants, même en temps normal. Quant au secteur privé, toujours très cher, c'est la course éperdue aux profits, accompagnée d'une corruption à tous les niveaux qui atteint le summum en cette période de pandémie.

Résultat : deux ou trois malades par lit à l'hôpital public, pour ceux qui ont la chance de pouvoir y entrer ; pour être pris en charge dans un hôpital privé, c'est au départ un dépôt de 100 000 roupies (1 100 euros) qu'il faut verser, soit huit fois le salaire mensuel d'un ouvrier, plus 20 000 roupies (près de deux mois de salaire) pour le transport du malade, et la bonbonne d'oxygène au marché noir se vend 40 000 roupies (50 fois son prix).

L'hypocrisie des grandes puissances

Aujourd'hui une trentaine de pays auraient décidé d'aider l'Inde. Il faut voir comment. La Russie a envoyé 1,5 million de doses de vaccin Sputnik V pour un pays de 1,3 milliard d'habitants. La Grande-Bretagne, une cargaison de ventilateurs. Et la France s'est fendue d'un avion de matériel. Le chargement d'un seul avion, au moment même où est rouverte une plainte en corruption pour les pots-de-vin versés en 2016 pour la vente de 36 avions Rafale, des avions de guerre ceux-là, vendus par Dassault au gouvernement indien... pour 7 milliards d'euros.

Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

En mai... ne te découvre pas d'un fil

Lundi dernier, la température avait nettement chuté dans l'usine. Renseignements pris, la cause fut vite trouvée : la direction avait trouvé malin de couper le chauffage.

Elle l'a remis dès le lendemain. Comme quoi, quand on est nombreux à ne pas être contents, les économies durent moins longtemps que le bout de chandelle qu'elles sont censées économiser...

Après l'heure, c'est plus l'heure

Vendredi dernier, des collègues caristes de l'équipe du matin ont eu la surprise en arrivant à l'usine d'apprendre qu'ils auraient dû être en H-. La décision avait été prise trop tard pour leur être communiquée. À force de changer les plannings de travail au dernier moment, ça devait arriver...

Nous faire une aumône... avec notre argent

Grâce à un « Fonds de solidarité » qu'elle a créé, la direction centrale de PSA se vante de distribuer entre 50 et 200 € bruts en avril 2021 pour 23 000 salariés, pour compenser des pertes de salaires en mai 2020. Ce « Fonds de solidarité » a été constitué par le vol aux salariés de 1 à 2 jours de congé. Ce n'est qu'un petit bout de ce qui nous a été extorqué.

PSA-Stellantis qui distribue 3,8 milliards aux actionnaires, a les moyens : on veut une vraie augmentation, pas une aumône... issue d'un racket.

Il ne faut jamais compter les œufs dans le cul de la poule aux emplois

Le député macroniste du Doubs Frédéric Barbier l'a clamé sur tous les toits la semaine dernière : le site de PSA Hérimoncourt, fermé depuis deux ans, va enfin être réindustrialisé.

Pourtant, France 3 le souligne à juste titre, aucun des 200 emplois annoncés « à terme » par le groupe Welp, spécialisé dans la fabrication de véhicules blindés, n'est encore créé. Welp se contenterait d'ailleurs de louer une partie du site. PSA, qui veut vendre terrains et locaux, en demande 8 millions d'euros. Et presse l'intercommunalité de Montbéliard de le lui acheter. Ben voyons...

Les ouvriers occupent aux Fonderies de Bretagne

Le 27 avril, les travailleurs de la Fonderie de Bretagne à Caudan, ont voté l'occupation de l'usine, que le groupe Renault veut vendre, en se débarrassant des 350 salariés. Les travailleurs étaient près de 200 à décider que « plus rien ne rentre, plus rien ne sort... et personne non plus ». Sept cadres de l'entreprise n'ont donc pas pu sortir avant 22h30... L'occupation continue et 2 000 personnes défilaient derrière les

ouvriers le 1^{er} mai dans les rues d'Hennebont.

Des emplois qui fondent à vue d'œil

Après Les Fonderies de Bretagne à Caudan, SAM dans l'Aveyron, MBF dans le Jura, BorgWarner en Corrèze, ou les Fonderies du Poitou, c'est au tour de FVM en Meurthe-et-Moselle qui risque de laisser 150 salariés sur le carreau. FVM, dont le principal donateur d'ordre est Renault, a subi depuis des années, comme d'autres, des reprises par des patrons voyous, avec la bénédiction du gouvernement, de PSA et de Renault. Ceux-ci veulent créer un fonds de 50 millions d'euros pour « accompagner les transitions ». Manière de tenter d'éviter l'explosion sociale... qu'ils auront bien méritée !

Des nouvelles de la grève des SAM

Les salariés de la fonderie SAM (Decazeville, Aveyron) étaient en grève depuis près de 3 semaines. Ils ont suspendu leur mouvement hier jeudi en début d'après-midi. Un nouveau repreneur s'est manifesté. Mais il refuse d'annoncer combien des 360 emplois il projette de garder. Autant dire que la lutte des SAM pour leur emploi n'est pas finie...

Même coups bas, même combat !

Hier jeudi, deux rassemblements avaient lieu, l'un devant La Française de Mécanique (filiale PSA) de Douvrin, l'autre devant Renault Le Mans. Plusieurs centaines de salariés venus des différentes usines de chacun des deux groupes ont dénoncé les suppressions d'emploi en cours dans les deux trusts et leurs sous-traitants, alors que des dizaines de milliards d'euros de profits ont été accumulés par les actionnaires de la filière automobile ces dernières années.

Hasard ou pas ? À Douvrin comme au Mans, les directions ont prétexté une subite baisse de charge pour mettre l'usine en chômage technique. Ce genre de subterfuge ne suffira pas à endiguer la colère qui monte dans les sites menacés...

La crise ? Quelle crise ?

Les dividendes des 40 plus grosses entreprises du pays (le CAC 40) devraient augmenter de 42 % cette année, pour atteindre 52 milliards d'euros. Il faut dire que l'an dernier était période de vaches maigres pour les actionnaires : « seulement » 36 milliards. Total va verser 7 milliards, la Société Générale 4 milliards et Axa 3,5 milliards.

Les médias relativisent : c'est beaucoup moins que les 70 milliards de 2019. Mais c'est autant qui manquent sur les salaires !

Marche pour le climat à Caen : Rdv dimanche 9 mai 15h – Rives de l'Orne